

La vie formidable de Jean-Luc Cambier

L'ami public

Mentir est un vilain défaut. Pour un journaliste, dire la vérité est parfois encore pire.

Cela grondait depuis quelque temps. L'aide annuelle à la presse, au total près de huit millions indispensables aux six quotidiens francophones, devrait désormais être assujettie à un critère supplémentaire: la déontologie. Ces bonnes vieilles lois qui garantissent l'honnêteté de notre profession. Comme un avertissement, Jean-Claude Marcourt, Ministre des Médias pour notre communauté, en suspend, pour une courte période sans doute, les fonds alloués à Sud Presse (La Capitale, La Meuse, La Nouvelle Gazette, La Province, Nord-Éclair) et IPM (La DH, Paris Match et La Libre Belgique ne sont probablement pas visés). D'accord pour soutenir l'information et les opinions, mais aussi pour pénaliser les inventions et l'indélicatesse. C'est plutôt rassurant comme directrice, même si elle est dictée par un monde politique souvent suspecté d'influencer les médias. Récemment, un haut gradé de la RTBF nous soufflait que les grands partis en voulaient tant à l'information de la maison qu'ils promettaient tous de vendre ces chaînes publiques si peu sympathiques à leurs égards. Certes ils érucitent et font comme s'ils tiraient encore les cartes, mais ils ne bougent et n'ordonnent plus. Aujourd'hui, la pression véritable vient du privé. La présidente de France Télévisions a d'abord fait carrière dans les télécoms. Delphine Ernotte sait donc de quoi elle parle quand elle balance en interview (dans Society). En deux ans de mandat, reportages chocs et journaux télévisés indépendants lui ont valu une vingtaine de procès. Et ce n'est pas toujours pour rire. Vincent Bolloré, homme d'affaires tentaculaire, fossoyeur de Canal+ et yachtman préféré de Sarkozy, lui réclame 50 millions pour avoir osé diffuser Vincent Bolloré, un ami qui vous veut du bien? Dans Complément d'enquête. Le documentaire est pourtant récompensé par le prix Albert Londres. C'est l'exemple le plus criant de moyens utilisés afin d'intimider les journalistes, toutes les fois que la menace de couper le cordon publicitaire n'a pas suffi à provoquer leur autocensure.